

Rapport aux pouvoirs publics et Jeunesse/solidarité

1. Éléments de contexte :

a.Éléments de contexte sur la jeunesse

L'économie et ses conséquences produisent des inégalités sociales et culturelles, en augmentation ; les crises sociales, écologiques et migratoires produisent des effets très lourds sur les plus démunis. Les jeunes font partie des catégories sociales très touchées. Ils.elles se trouvent confronté-e-s à différentes difficultés (rupture dans leur scolarité, difficultés à accéder aux droits, à l'emploi, à la formation, problèmes de santé, addictions, etc.).

Plusieurs attitudes de jeunes : colère, passivité. Mais il y a aussi des attitudes de sidération dans la crainte de « mal tourné » ; une certaine résignation.

Cette situation a des conséquences sur la socialisation des jeunes et la construction de leur identité. La précarité les met dans une situation de survie pour assurer le quotidien, qui ne permet pas d'envisager des projets de solidarité à long terme. Il ne faut pas essentialiser la précarité, et la renvoyer sur la question identitaire.

Les constructions identitaires et le rapport à différents environnements réels/physiques mais aussi virtuels sont très liés. Dans une polysémie des mondes , il y a un risque d'éclatement identitaire.

Cependant, une enquête auprès de jeunes sur leurs analyses géopolitiques montrent qu'ils ont un grand intérêt pour ces questions, qu'ils ont des analyses construites. Ces analyses créent des solidarités dans le sens où elles créent des liens particuliers entre les jeunes et des pays : des liens personnels familiaux, physiques, historiques.

Les jeunes se sentent loin des institutions et les connaissent peu. Ils se sentent plus proches de l'action. Il leur semble difficile de reconnecter citoyens et institutions et considèrent plus efficace d'agir dans le quotidien et localement. Ils revendiquent une reconnaissance de leur parole et point de vue.

L'instrumentalisation des associations par les pouvoirs publics poussent certaines à ne plus accepter les financements publics, ou résister à la tarification à l'acte à l'hôpital ... Elles inventent de nouvelles formes d'organisation qui attirent les jeunes :collectifs citoyens, réseaux informels avec l'appui des réseaux sociaux, produisent de nouvelles formes d'organisation pour poser des alternatives en acte, sur des sujets spécifiques et du quotidien.

b. Éléments de contexte sur la vie associative

S'il y a une tendance globale, observée par nos partenaires, de non prise en compte des « citoyens » dans des initiatives collectives, c'est encore plus le cas des jeunes. Et ceci s'observe tant du côté des politiques publiques de jeunesse, que du côté de la reconnaissance par les acteurs publics des logiques « ascendantes » exprimées par les principaux intéressés (associations de jeunesse notamment). L'engagement des jeunes est abordé sous l'angle du dispositif et non dans sa dimension politique et civique (l'accès aux droits). L'engagement est souvent instrumentalisé à travers le volontariat pour un apprentissage de la citoyenneté.

L'accessibilité des politiques publiques soulève les questions d'égalité de traitement et d'équité de prise en charge au niveau territorial mais aussi de qualité des services publics. La puissance publique est interpellée dans sa capacité à améliorer les prises en charges, vers les plus démunis, les plus exclus... donc de réduire l'écart entre des politiques gestionnaires et des politiques humanistes d'hospitalité : le manque de places en ASE, la diminution des prises en charge hors les murs, des lits à l'hôpital, des services et prestations sociales individualisés et dématérialisés... sont autant d'indicateurs de baisse de la qualité de la prise en charge sociale des populations, dont les jeunes.

L'expérience de nombreux partenaires reflète une tendance en Europe. Les associations sont niées dans leur dimension démocratique et sont soit renvoyées à leur efficacité avec des critères de l'économie de marché et/ou soit à leur légalité et on assiste à un démontage de la liberté d'association, sous prétexte sécuritaire

2. Positionnements :

a. un paradigme à remettre en jeu : la question du délibéralisme (à développer) :

- défiance des classes sociales (populaires) envers les autres

Je reprends ici les propos d'Eric Cacheux et Daniel Goujon dans l'ouvrage collectif "Mouvements sociaux et Économie solidaire" que nous a présenté Jean-louis Laville lors de la conférence des RES (Rencontres Européennes du Social). Ils renvoient à de nombreuses expériences qui ont pu être exposées ou proposées lors des RES, en particulier pendant les ateliers. Dans "La dimension mouvement de l'économie solidaire", les auteurs nous proposent de sortir du schéma classique imposée par l'économie orthodoxe et libérale. Pour se faire, il est nécessaire de relier les très nombreuses initiatives qui existent partout dans le monde. En quelque sorte, il nous faut répondre à au moins deux principes qui guident notre action: la relation étroite avec la réalité et se baser sur le fait que c'est l'activité humaine qui peut guider les principes et non l'inverse. A partir de là, ils nous proposent une approche concrète sous la forme d'un concept; le *délibéralisme*.

D'abord, il ne faut pas atteindre ce que nos sociétés tendent à faire: nous amener encore et toujours vers un idéal qui serait celui du marché et de façon sous-jacente que seule l'activité marchande pourrait libérer l'individu. En effet, l'économie sociale peut apparaître

soit comme un agent actif renforçant la dynamique libérale (ex des services à la personne), soit comme une tête chercheuse du libéralisme (ex du social business). Aujourd'hui, en regard des multiples crises de nos sociétés, d'autres voies encore se font jour pour aller vers une moralisation du capitalisme: "la solidarité est la solution permettant de sauver le marché": catholicisme social d'hier, entrepreneuriat social aujourd'hui. Un autre courant fait la part belle au monde du collaboratif, nouvelle éthique mais qui pose la question de la transformation sociale dans ce paradigme.

Car les auteurs en proposent un nouveau dans une démarche novatrice ; celle du délibéralisme.

A partir des 4 éléments identifiés lors des rencontres Globalisation de la solidarité, en 2002, on peut ressortir des principes qui seraient exclusivement collectifs, démocratiques, de partage et d'autonomie par rapport à l'État.

A cela; les auteurs synthétisent la logique de délibéralisme, conjonction entre la délibération comme moteur de l'action collective et l'économie solidaire comme régime alternatif au tout libéralisme. Pour eux, "la volonté est d'articuler dénonciation de la domination et perspective d'émancipation, critique théorique et nouvelle proposition."

b. La citoyenneté et la solidarité

Plusieurs tables rondes et ateliers renvoient à la citoyenneté et à la solidarité. Elles sont posées en terme de finalités ou de résultat de l'action. Elles sont des perspectives et des réponses politiques à des problématiques sociétales selon les contextes : solidarité anthropologique, politique, traditionnelle (mvt internationalistes). Connecter les différentes solidarités et ne pas lâcher sur la solidarité dans sa dimension politique. Faire démocratie en réunissant des acteurs très divers autour d'une problématique,

Elles sont aussi posées en terme d'éducation et doivent être éprouvées. Elles renvoient à la pratique de la démocratie comme visée, comme « promesse ». Il faut travailler la polysémie et les différentes facettes de la démocratie. Il faut construire en tant que professionnel. Ce qu'on veut soutenir, sur quoi on s'appuie pour poursuivre cette visée. Il faut éprouver que la démocratie et la solidarité valent la peine.

c. Les communs :

Dans les ateliers, ils ont été abordés en terme de biens communs par les associations de monnaie solidaire ou encore le numérique libre. On retrouve aussi cette notion dans les pratiques : pratiques collaboratives, intelligence collective, liberté et pouvoir d'agir. Il est important de garder les termes liés au concept et de ne pas se laisser séduire par un discours managérial, qui reprend parfois ces termes. ...

La dimension de commun est reprise aussi dans le collectif :

Les dimensions de projet collectif font la preuve des logiques de remobilisation des jeunes, les plus fragilisés notamment. S'inscrire dans des réseaux sociaux pour sortir de l'isolement, pour se sentir exister à nouveau, en redonnant confiance par le fait de (re)valoriser ses aptitudes parfois effacées, enfouies, anesthésiées. Redonner des capacités d'actions.

3. Les pratiques :

a. Soutenir la liberté de la société civile à s'organiser dans un espace tiers : tiers lieu (à définir)

Des espaces pour agir :

Changer par l'agir :

permettre aux personnes d'agir, dans une matérialité qui dépasse le mandat social ou l'aide sollicitée, permet d'exister au-delà du statut (bénéficiaire de l'aide sociale par exemple) et de ne pas enfermer les personnes dans cette seule identité. Cet « agir » permet d'être dans d'autres places, de vivre des occasions inédites de valoriser ses compétences. Il s'agit donc, pour les institutions du social de s'autoriser ces espaces de liberté : agir comme moyen de sortir de sa situation (plutôt que d'être dans l'analyse des raisons et motifs qui ont conduit à la situation de difficulté sociale).

pour changer de posture, pour avoir une vision différente et une compréhension différente (faire un pas de côté) : avec des pratiques culturelles,

Des espaces pour réfléchir, des espaces de liberté

Créer des espaces transitionnels pour accompagner les jeunes dans l'élaboration de leur pensée et de leur action. Les jeunes se positionnent comme autre système, ils veulent inventer ailleurs que dans le système. Redonner l'aspiration à la liberté.

Travailler avec les jeunes sur les processus, quelles ressources peuvent les alimenter.

Faire vivre des lieux libres requièrent la crédibilité des adultes face aux jeunes dans leur capacité à garantir à la fois l'expression et la liberté de chaque personne mais aussi sa sécurité dans un lieu protégé. Cela passe par un lieu vide où tout est co-construit avec les jeunes.

Dans les quartiers populaires de Rome où beaucoup d'associations ont perdu leurs lieux d'accueil, l'école a un rôle important à jouer. Repenser tous les lieux de rencontre comme espace d'écoute et de connaissance de l'Autre.

b. Les approches transversales

Dépasser les espaces identitaires mais aller vers les mouvements. Soutenir les rencontres improbables, par le métissage des approches et des registres d'intervention. La transversalité des acteurs du social constituerait une plus-value indéniable (ex : ateliers socio-linguistiques, aux échanges de savoirs et de savoir-faire, créations artistiques ..)

c. des espaces de revendications : se regrouper pour être plus fort et légitime dans l'interpellation politique

Interroger les systèmes de financement, porter la voix et positions des acteurs dans l'action de plaidoyer.

d. Une mise à distance de sa réalité et de sa condition sociale :

Projets internationaux : par le déplacement géographique et la confrontation au point de vue de l'Autre :

Les projets internationaux par la rencontre de l'Autre peuvent produire une mise à distance de sa propre situation. Une démarche de rencontre interculturelle, qui part des différences pour construire des zones de proximité, permet à chacun de sortir de son exclusion, de sa logique de concurrence et crée de la solidarité. Par exemple, cela permet de confronter ses préjugés, de progresser sur des points de vue et de mieux comprendre la situation de précarité et de manque de travail auxquels les jeunes sont confrontés.

L'expérience de la découverte de l'autre par vivre ensemble permet une reconnaissance de l'autre dans sa valeur, sa singularité et sa proximité. Important dans la situation en Italie, où il y a beaucoup de jeunes migrants et beaucoup de chômage des jeunes.

La gestion du temps et l'inscription dans un temps long :

Important de travailler sur le long terme avec les jeunes indépendamment des dispositifs de financement. .

Cela renvoie à la posture d'adultes : être constant pour être crédible et démontrer une visée éducative.

Il faut aussi créer des figures d'identification positive, à travers des projets qui donnent des perspectives.

e. Nouvelles règles de représentation :

Dans plusieurs ateliers, des associations posent la question du partage du pouvoir. Elles expérimentent d'autres organisations, qui posent de nouvelles règles, d'autres rapports au pouvoir. Elles font vivre un espace démocratique.

4. Perspectives :

a. Se donner du temps :

les temporalités passé/présent/avenir n'existent plus. C'est l'événement et la trace de l'événement. Cette temporalité inscrit les jeunes dans la cristallisation stéréotypique de l'événement.

Pour sortir de cette cristallisation, il faut redonner du temps au temps, redonner la place à l'histoire. Important de travailler sur l'histoire et la politique.

b. Se situer ailleurs

Le capitalisme nous confronte à un moment de destruction, qui créent de la dégradation. Pour en sortir, il faut se situer ailleurs, il faut reconstruire une position, construire d'autres paradigmes (via les situations internationales). Le but est de développer des solidarités et pas de poser des dispositifs. Apprendre d'autres pays. Il faut construire une économie de projets basée sur la prise de risque éducative et une dynamique instituante. Il faut embarquer des énergies et des solidarités pour faire corps et société. Sortir d'un modèle de développement de la croissance mais un modèle de développement des solidarités.

Les thématiques :

Sur les contre-pouvoirs :

- déconstruire pour construire autrement : coconstructions avec les institutions, avec les habitants. Dans une logique de progression personnelle et collective mais pas instrumentalisée et non liée à des résultats et une utilité économique.

Dans une conception émancipatrice vs conception instrumentalisante, productiviste et capitaliste

- cf rapports de force : se regrouper pour être plus fort dans l'interpellation, se faire reconnaître, légitimité

- idée d'élaborer un contre-argumentaire (il en existe contre les thèses populistes, pas contre les thèses ultralibérales). Imaginer d'autres formes et d'autres alternatives que ce qui est mis en avant comme la philanthropie . Le lien social, la réciprocité sont des biens communs, à penser par l'ESS.

Sur le délibéralisme :

- un paradigme à remettre en jeu : la question du délibéralisme (à développer) :

- défiance des classes sociales (populaires) envers les autres

Sur la démocratie

- démocratie : nouvelles formes de débats et d'initiatives , qui existent parfois depuis longtemps dans les associations.

- Remettre la question du local au centre

- Remettre les formes de débats : débats coopératifs, représentativité, responsabilité collective, égalité liée au statut, au sexe,

-

Sur l'intervention sociale : en tant que forme d'action

- le mandat social doit porter sur une préoccupation à long terme et globale sur la prise en compte de la personne. Et pas seulement utilitariste (activité vs emploi, utilité sociale vs rentabilité, vs responsabilité individuelle)